Un mois après la COP 27 en Egypte : Décryptage du tourisme le plus régulier et rentable au monde

Même si finalement le bilan sur le plan touristique a été bien meilleur que celui attendu à la COP 27, elle-même, on peut se réjouit que l'Afrique ait accueilli une nouvelle fois une COP sur le climat. Elle reste le continent le plus touché par le changement climatique, bien qu\\\'elle contribue à moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Dans l'optique de pallier cette grande problématique de notre siècle, les experts, activistes, scientifiques, politiques se sont réunis dans le pays de Pharaon. Ils y sont rendus non pas pour visiter les pyramides et ses œuvres d'art historiques, mais pour une question urgente et vitale.

Exceptionnellement, il s\\\'est soucié de mettre à l\\\'ordre du jour les priorités des pays en développement, notamment les questions examinées par les petits États insulaires il y a plus de 30 ans et jusque-là soumises à un blocus complet par les pays développés. Il s'agit du Financement des pertes et dommages. Ce sont les effets irréversibles du changement climatique. La plupart des pays en développement n\\\'ont pas les ressources nécessaires pour reconstruire les infrastructures, indemniser et accueillir adéquatement les personnes touchées.

Cependant, il n\\\'est pas responsable de la crise climatique, car il a beaucoup moins de polluants que les pays du Nord comme l\\\'Union européenne et les États-Unis. C\\\'est donc une question de justice climatique que de demander l\\\'aide

des pays développés pour aider à reconstruire les peuples du Sud, et reconstruire des communautés dont le quotidien s\\\’est effondré dans de bonnes conditions.

Après bien des hésitations, des progrès remarquables ont été accomplis à cette grande rencontre faite parfois de tourisme. Les pays développés ont enfin reconnu la nécessité de financer les pertes et dommages. La politique de l\\\’autruche est terminée et l\\\’Union européenne a même été proactive, changeant de position depuis la COP 26.

Après d\\\’intenses négociations, notamment sur les questions d\\\’équité, les pays développés ont finalement accepté les propositions des pays en développement. Les pays doivent maintenant définir la fonction de ce fonds, décider où trouver le financement pour le compenser et s\\\’assurer qu\\\’il est distribué à ceux qui en ont le plus besoin.